

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Institut national de recherches archéologiques préventives
Direction de l'administration et des finances
Service de la politique d'achat, des marchés publics et de la relation client
121, rue d'Alesia
75014 Paris

Toulon – Base navale

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Travaux de terrassement de nature archéologique

Location d'engins avec chauffeur

1	OBJET DU MARCHÉ	4
	ARTICLE 1.01 ÉTABLISSEMENT DES PRIX	4
2	PRESCRIPTIONS GENERALES DES MISES A DISPOSITIONS D'ENGINS ET DESCRIPTIONS	4
	ARTICLE 2.01 GENERALITES	4
	ARTICLE 2.02 ÉTAT ET CONNAISSANCE DES LIEUX	4
	ARTICLE 2.03 MISE A DISPOSITION D'ENGINS	4
	Article 2.03.1 Conformité des engins.....	4
	Article 2.03.2 Conformité des godets de terrassement à lame	5
	Article 2.03.3 Chauffeurs d'engins.....	5
	Article 2.03.4 Fiche de Données de Sécurité (FDS).....	5
	ARTICLE 2.04 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES PARTIES	5
	Article 2.04.1 Obligations et responsabilités de l'Inrap.....	5
	Article 2.04.2 Obligations et responsabilités de l'entrepreneur et de son personnel	6
	ARTICLE 2.05 DESCRIPTION DES ENGINS DE TERRASSEMENT	6
	Article 2.05.1 Pelle hydraulique sur chenilles 20 t	6
	Article 2.05.2 Équipement tête godet orientable pour pelle 20 t.....	7
	Article 2.05.3 Pelle hydraulique sur chenilles 30 t équipée d'un bras long d'une portée de 16/18 m	7
	Article 2.05.4 Mini-pelle hydraulique sur chenilles caoutchouc 5/6 t.....	7
	Article 2.05.5 Camion benne tout chemin 6x4.....	7
	ARTICLE 2.06 TRANSPORT, LIVRAISON ET TRANSFERT SUR CHANTIER DES ENGINS	7
	Article 2.06.1 Transport d'engins (amené ou repli) inférieur ou égal à 20 t.....	7
	Article 2.06.2 Transport pelle 30 t équipée bras long d'une portée de 16/18 m	8
	ARTICLE 2.07 ENTRETIEN, REPARATION ET RAVITAILLEMENT EN CARBURANT DES ENGINS	8
	Article 2.07.1 Entretien et réparation.....	8
	Article 2.07.2 Ravitaillement en carburant.....	8
3	PRESCRIPTIONS POUR LES TRAVAUX A REALISER	8
	ARTICLE 3.01 PRESCRIPTIONS GENERALES	8
	ARTICLE 3.02 ÉTAT ET CONNAISSANCE DES LIEUX	8
	ARTICLE 3.03 DESCRIPTIONS DES TRAVAUX.....	9
	Article 3.03.1 Abattage d'arbre	9
	Article 3.03.2 Travaux de démolition de petite construction et de revêtement de sol.....	9
	Article 3.03.3 Travaux de dépose d'éléments, mobilier, d'aménagement hors sol	9
	Article 3.03.4 Remblaiement de zone de fouille sans compactage	9
	Article 3.03.5 Remblaiement compacté de zones de fouille.....	10
	Article 3.03.6 Remblaiement compacté en zone de fouille immergée	10
	Article 3.03.7 Contrôles et essais de portance des remblaiements compactés.....	10
	Article 3.03.8 Transport de matériaux issus des terrassements et mise en dépôt en ISDI	11
	Article 3.03.9 Clôture mobile de chantier par panneau en treillis	11
	ARTICLE 3.04 NATURE, QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIAUX	11
	ARTICLE 3.05 AUTRES TRAVAUX	12

Article 3.05.1 Travaux de nettoyage de voiries et sols aménagés.....	12
Article 3.05.2 Transport balayeuse automotrice	12
4 PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES AUX MISES A DISPOSITIONS D'ENGINS ET TRAVAUX	12
ARTICLE 4.01 ORDRE DE SERVICE	12
ARTICLE 4.02 CHOIX DES MOYENS.....	12
Article 4.02.1 Délais pour mise à disposition d'engins.....	12
Article 4.02.2 Délai pour réalisation de travaux	12
Article 4.02.3 Traitement des réserves émises par l'entrepreneur	13
ARTICLE 4.03 PROTOCOLE DE SECURITE POUR LES OPERATIONS DE CHARGEMENT ET DECHARGEMENT D'ENGINS OU MATERIEL	13
ARTICLE 4.04 LOCAUX D'ACCUEIL POUR LE PERSONNEL	13
Article 4.04.1 En cas de mise à disposition d'engins.....	13
Article 4.04.2 En cas de travaux.....	14
ARTICLE 4.05 CONTRAINTES PARTICULIERES DES CHANTIERS	14
Article 4.05.1 Mises à disposition d'engins et travaux imprévus.....	14
Article 4.05.2 Découverte de matériels de guerre	14
Article 4.05.3 Site pollué.....	14
ARTICLE 4.06 PLANNING ET DELAIS	14
Article 4.06.1 Planning prévisionnel	14
ARTICLE 4.07 FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT	14
ARTICLE 4.08 ARRETS DE CHANTIER DANS LE CADRE DE MISE A DISPOSITION D'ENGINS	15
Article 4.08.1 Arrêt de chantier pour intempéries	15
Article 4.08.2 Arrêt de chantier dans le cadre d'alerte à la pollution.....	15
Article 4.08.3 Arrêt de chantier dans le cadre d'alerte vigilance Météo France	15
Article 4.08.4 Autre arrêt à la demande de l'Inrap	15
Article 4.08.5 Arrêts de chantier dans le cadre de travaux.....	16
ARTICLE 4.09 REUNIONS ET INFORMATIONS DE CHANTIER.....	16
5 RECEPTION DES ENGINS ET TRAVAUX, TRAITEMENT DES ANOMALIES ET NON CONFORMITES	16
ARTICLE 5.01 PROCES VERBAUX DE RECEPTION D'ENGIN AVANT LA MISE EN SERVICE DE L'ENGIN	16
Article 5.01.1 Traitement des non-conformités dans le cadre des Procès Verbaux de réception d'engins avant la mise en service	17
Article 5.01.2 Traitement des non-conformités dans le cadre des Procès Verbaux de réception d'engins après la mise en service.....	18
ARTICLE 5.02 CAS PARTICULIERS DES PANNES POUR LES ENGINS MIS A DISPOSITION	18
ARTICLE 5.03 PROCES VERBAUX DE RECEPTION DE TRAVAUX	19
Article 5.03.1 Traitement des non-conformités dans le cadre des Procès verbaux de réception de travaux	19
6 DISPOSITION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE	20
ARTICLE 6.01 RESPONSABILITE SOCIETALE	20
ARTICLE 6.02 BIO CARBURANT	20
ARTICLE 6.03 INSERTION SOCIALE	20
ARTICLE 6.04 PROTECTION DES SALARIES	20
ARTICLE 6.05 DISPOSITIONS VIS-A-VIS DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES.....	21
ARTICLE 6.06 DISPOSITIONS VIS-A-VIS DE L'UTILISATION DE PRODUITS PETROLIERS	21
ARTICLE 6.07 DISPOSITIONS VIS-A-VIS DES REJETS DE L'EAU DE L'EMPRISE.....	21
ARTICLE 6.08 TERRE VEGETALE.	21
ARTICLE 6.09 CLOTURES.....	21
7 MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX (DEFINIS AU CHAPITRE 2).....	21
ARTICLE 7.01 IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGE	21
Article 7.01.1 Remblaiement de fouilles archéologiques sans ou avec compactage	21

Article 7.01.2	Implantation et piquetage des clôtures	21
ARTICLE 7.02	OUVRAGES ET TRAVAUX – REMISE EN ETAT DES LIEUX	22
ARTICLE 7.03	OUVRAGES ET TRAVAUX PRESENTANT DES DIFFICULTES PARTICULIERES	22
ARTICLE 7.04	TRAITEMENT DES STOCKAGES DE DEBLAIS	22
8	CONTROLES	22
ARTICLE 8.01	CONTROLES	22
Article 8.01.1	Bon d'attachement.....	22
Article 8.01.2	Métre contradictoire	23

1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de terrassement, et la mise à disposition d'engins de terrassement, afin de permettre à l'Inrap de réaliser la fouille archéologique située à Toulon – Base navale.

Les articles présents aux Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) sont mobilisables par l'Inrap, immédiatement si besoin et suivant l'émission d'Ordre De Service (ODS). Pour des articles supplémentaires, non prévus au CCTP et BPU, ils feront si besoin, l'objet d'une procédure de prix nouveau et ODS.

Article 1.01 Établissement des prix

Les travaux définis ici ne feront l'objet d'aucun supplément.

L'entrepreneur devra signaler par écrit, toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement de l'ensemble des documents de constitution et du marché, faute de quoi, il sera réputé avoir accepté les clauses du dossier, quel que soit les modes de passation du marché (forfaitaire, bordereaux...). En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre établi par le CCAG.

2 Prescriptions générales des mises à dispositions d'engins et descriptions

Article 2.01 Généralités

Les engins de terrassement avec chauffeurs seront mis à disposition de l'Inrap pour la réalisation de ses propres travaux. Le personnel de l'entreprise du présent marché affecté aux engins suivra les instructions des agents de l'Inrap pour l'exécution des différentes tâches nécessaires aux travaux de terrassement archéologique.

Article 2.02 État et connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de leur situation, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de l'exécution des prestations avant la fin du délai de préparation stipulé dans l'Ordre De Service (ODS) de démarrage et suivant le plan de situation joint à celui-ci.

Article 2.03 Mise à disposition d'engins

L'entrepreneur mettra à disposition de l'Inrap, suivant la demande tant en matériels qu'en quantités, les matériels tels que stipulés aux articles du présent CCTP et des BPU.

Tous les engins devront être conformes au jour de leur livraison à la réglementation en vigueur. L'entrepreneur mettra à disposition également le chauffeur, le carburant, l'assurance ainsi que tous les moyens matériels et humains nécessaires au fonctionnement des engins. Tous les matériels livrés, devront posséder un minimum d'outillage afin d'effectuer des petites réparations d'urgence et d'entretien.

Article 2.03.1 Conformité des engins

Tous les types de pelles hydrauliques sur chenilles ou sur pneus, pelles multifonctions et chargeuse-pelleteuses devront être conformes à la réglementation des engins de terrassement effectuant du levage en vigueur.

Les engins de transport, seront conformes aux normes de circulation routière en vigueur. L'entrepreneur, y compris ses sous-traitants, devra fournir la ou les copies des licences de transport adéquates en fonction des prestations et travaux demandés.

Pour tout engin ayant subi des modifications après sa première mise en service, l'entrepreneur devra fournir impérativement la (ou les) déclaration de conformité correspondante aux modifications effectuées en conformité avec la directive machine en vigueur. Au jour de la rédaction du présent CCTP, la directive machine en vigueur est la directive n°2006/42/CE. En cas de changement de directive machine, qui entraînerait des modifications rétroactives, l'entrepreneur est tenu de les prendre en compte.

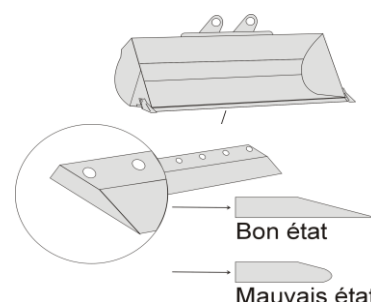
Toute livraison d'engins non conforme sera refusée et il sera fait immédiatement application des pénalités prévues.

Les non-conformités seront traitées telles que définit au chapitre 5 du CCTP.

Article 2.03.2 **Conformité des godets de terrassement à lame**

Les godets de terrassement à lame lisse, ne devront pas présenter d'usure importante (lame émoussée, cassure, ...).

Dans le cas où les lames, équipant les godets, seraient composées de plusieurs éléments, ces derniers seront raccordés bout à bout, sans que cela ne génère d'aspérité pouvant provoquer des irrégularités lors du décapage.



Article 2.03.3 **Chauffeurs d'engins**

La formation à la conduite en sécurité est obligatoire, les chauffeurs devront être entrepreneurs d'un CACES, ou titre professionnel équivalent correspondant à la catégorie d'engin utilisé. Les chauffeurs devront être en possession d'une autorisation de conduite de l'entrepreneur du marché (y compris pour les entreprises sous-traitantes).

Rappelons à ce propos que le CACES n'étant pas un diplôme de formation professionnelle, les chauffeurs devront avoir une formation professionnelle leur permettant de réaliser les travaux demandés par l'Inrap dans les règles de l'art.

L'ensemble des conducteurs devra être entrepreneur de la formation AIPR de premier niveau, pour ce faire l'Inrap sera en droit de demander le justificatif de formation pour chacun des conducteurs intervenant sur un chantier Inrap.

Au cours des mises à disposition d'engins, si l'entrepreneur effectue un changement de chauffeur sur cela ne doit en aucun cas perturber le déroulement du chantier et rester ponctuel. Les changements de chauffeur trop fréquents, sur un même ordre de service, pourront donner lieu à la mise en place de pénalités, s'ils engendrent des perturbations importantes du chantier, entraînant une modification de calendrier de son déroulement.

Article 2.03.4 **Fiche de Données de Sécurité (FDS)**

L'entrepreneur fournira, pour tous les engins, les FDS des produits pétrolier et autres (GNR, huile hydraulique, graisse, ...) utilisés avec les engins pour leur fonctionnement ou entretien.

Article 2.04 Obligations et responsabilités des parties

Article 2.04.1 **Obligations et responsabilités de l'Inrap**

L'Inrap est responsable de l'utilisation du matériel mis à disposition par l'entrepreneur et de tout ce qui concerne:

- l'emprise des travaux ;
- la nature du sol et du sous sol ;
- les règles régissant la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
- l'environnement ;
- le respect des règles de l'art ;
- la sécurité des biens mitoyens aux chantiers ;
- le repérage des réseaux aériens et enterrés à l'intérieur de la zone des chantiers.

Cependant, la responsabilité de l'entrepreneur ou celle de son sous-traitant pourra être engagée en cas de faute de l'un d'eux.

Après réception du matériel loué mis à disposition sur un chantier, l'Inrap est responsable des conditions d'exécution du travail effectué par l'entrepreneur.

L'Inrap assume la responsabilité des consignes et des directives qu'il donne au personnel de l'entrepreneur, pour assurer la coordination de l'intervention du matériel loué et des autres activités du chantier.

L'Inrap organise l'accueil et l'information du personnel de l'entrepreneur concernant l'organisation des chantiers de l'Inrap et la sécurité sur la zone du site d'intervention, au même titre que pour son propre personnel.

Article 2.04.2 Obligations et responsabilités de l'entrepreneur et de son personnel

L'entrepreneur assume la maîtrise des opérations de conduite de ses engins, avec du personnel qualifié et formé.

Dès lors, le personnel de l'entrepreneur affecté à la conduite des engins mis à disposition de l'Inrap :

- apprécie la capacité du matériel à effectuer les tâches à exécuter ;
- n'exécute que des tâches compatibles avec le matériel loué et les règles de sécurité.

En cas de problème, l'entrepreneur prévient immédiatement le représentant Inrap du chantier. Ce dernier prendra en accord avec l'entrepreneur toutes les dispositions qui s'imposent.

Le personnel de l'entrepreneur doit également :

- avoir une attitude correcte avec les agents de l'Inrap,
- respecter les horaires des chantiers,
- se conformer aux consignes d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le chantier.

L'entrepreneur est responsable des dommages causés par son personnel aux installations et ouvrages apparents (mur, clôture, poteau téléphone, ...).

Les engins mis à disposition circulant sur la voie publique sont sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

L'Inrap ne peut être tenu pour responsable des conséquences dommageables de vices cachés du matériel loué ou de son usure non apparente le rendant impropre à l'usage auquel il est destiné.

Article 2.05 Description des engins de terrassement

Article 2.05.1 Pelle hydraulique sur chenilles 20 t

Mise à disposition de pelles hydrauliques sur chenilles avec chauffeur, de 20 t minimum. Chaque pelle hydraulique devra être équipée d'un godet de terrassement à lame lisse de 3 m minimum.

L'entrepreneur devra également fournir sur demande des godets de terrassement à dents de 0,5 m et 1,5 m.

Article 2.05.2 **Équipement tête godet orientable pour pelle 20 t**

Mise à disposition d'un équipement tête orientable de godet pour les pelles hydrauliques de 14 à 25 t. Le titulaire devra effectuer le montage de l'équipement sur l'engin.

Article 2.05.3 **Pelle hydraulique sur chenilles 30 t équipée d'un bras long d'une portée de 16/18 m**

Mise à disposition de pelles hydrauliques sur chenilles avec chauffeur de 30 t minimum. La pelle est équipée d'un bras long d'une portée de 16/18 m. Chaque pelle hydraulique devra être équipée d'un godet de terrassement à lame lisse de 2 m minimum. L'entrepreneur devra également fournir sur demande des godets de terrassement de 0,5 m et 1m.

Article 2.05.4 **Mini-pelle hydraulique sur chenilles caoutchouc 5/6 t**

Mise à disposition de pelles hydrauliques sur chenilles caoutchouc avec chauffeur dont le tonnage sera de 5 t minimum et d'une puissance minimum de 35 kW. La pelle sera équipée de train de chenilles en caoutchouc. Chaque mini-pelle hydraulique devra être équipée d'un godet de terrassement à lame lisse de 1,5 m minimum. Le titulaire devra également fournir sur demande des godets de terrassement à lame de 0,5 m et 0,8 m. Camion benne tout chemin 6X4
Mise à disposition d'un camion benne tout chemin 6x4 avec chauffeur, équipé d'une benne basculante par l'arrière à ouverture automatique et d'un volume minimum de 7 m³. La charge utile sera de 15 t minimum.

Article 2.05.5 **Camion benne tout chemin 6x4**

Mise à disposition d'un camion benne tout chemin 6x4 avec chauffeur, équipé d'une benne basculante par l'arrière à ouverture automatique et d'un volume minimum de 7 m³. La charge utile sera de 15 t minimum.

Article 2.06 Transport, livraison et transfert sur chantier des engins

L'entrepreneur devra fournir le transport d'amenée et de repli, de ses engins non immatriculés. Les transports devront se faire conformément aux réglementations en vigueur et l'entrepreneur aura à sa charge les éventuelles demandes d'autorisation nécessaires.

L'entrepreneur prendra connaissance des accès de chantier et mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires pour effectuer les transports et transferts sur chantier. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance des conditions d'accès au chantier.

L'entrepreneur devra également effectuer le nettoyage des accès privés ou publics lors des opérations de chargement et déchargement, ainsi que la remise en état des éventuelles dégradations des voies publiques, privées ou de tout autre ouvrage. Les opérations de transport, de chargement, de déchargement et de transfert se feront sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

Les coûts de transfert seront exclusivement calculés à partir d'un point fixe de départ qui sera l'adresse de la sous-préfecture la plus proche du site de l'opération. Le coût du transfert est calculé de la sous préfecture au site de l'opération considéré. L'entrepreneur précisera au BPU un prix unitaire forfaitaire de base de 0 à 50 km et un prix de distance kilométrique supplémentaire au-delà de ce forfait.

Article 2.06.1 **Transport d'engins (amené ou repli) inférieur ou égal à 20 t**

L'entrepreneur fournira les transports d'amené ou de repli de ses engins ainsi que tous les moyens en personnels et matériels nécessaires à la réalisation de ces derniers.

Article 2.06.2 **Transport pelle 30 t équipée bras long d'une portée de 16/18 m**

L'entrepreneur fournira les transports d'amener ou de repli de ses engins ainsi que tous les moyens en personnels et matériels nécessaires à la réalisation de ces derniers.

Article 2.07 Entretien, réparation et ravitaillement en carburant des engins

Toutes ces opérations devront être exécutées conformément aux réglementations en vigueur en matière de sécurité et de protection de l'environnement.

Article 2.07.1 **Entretien et réparation**

Les entretiens et réparations des engins devront être réalisés en dehors des heures de mise à disposition des engins à l'Inrap dans le cadre des mises à disposition.

Article 2.07.2 **Ravitaillement en carburant**

Le ravitaillement en carburant des engins, que ce soit pour un remplissage total ou un complément, se fera impérativement en dehors des heures de travail d'utilisation des engins et pendant les horaires du chantier.

3 Prescriptions pour les travaux à réaliser

Article 3.01 Prescriptions générales

L'entrepreneur aura à sa charge la réalisation des travaux tels que définis aux articles du présent CCTP et ce conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur, notamment au *CCTG fascicule n°2 Terrassements généraux*.

L'entrepreneur devra mettre à disposition tous les matériels, matériaux et moyens nécessaires à la réalisation des travaux définis aux articles ci-avant. Les transports devront se faire conformément aux réglementations en vigueur et l'entrepreneur aura à sa charge les éventuelles demandes d'autorisations nécessaires. L'entrepreneur prendra connaissance des accès de chantier et mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires pour effectuer ces travaux en garantissant la sécurité des biens et des personnes et demandera si nécessaire les autorisations (occupations temporaires de voirie,...) pour la réalisation de ces travaux. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance des conditions du chantier.

L'entrepreneur devra également le nettoyage des accès privés ou publics lors des travaux, ainsi que la remise en état des éventuelles dégradations des voies publiques ou privées.

L'entrepreneur doit s'assurer que son personnel n'accomplit pas les travaux dans une situation de travailleur isolé définie par la réglementation en vigueur.

Si besoin, l'Inrap procédera à un métré contradictoire avec l'entrepreneur où seules seront prises en compte les quantités réellement effectuées pour le paiement. Ceci en vue de l'établissement de l'ODS final.

Article 3.02 État et connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de leur situation et de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de l'exécution des travaux avant la date de fin du délai de préparation stipulé dans l'ODS et suivant le plan de situation joint à l'ODS.

Article 3.03 Descriptions des travaux

Article 3.03.1 Abattage d'arbre

Ce prix rémunère à l'unité (arbre) les travaux d'abattage, hors dessouchage, de débitage et d'évacuation des grumes et résidu de coupe, en centre de recyclage. L'entrepreneur devra tous les moyens humains et matériels, et toutes les fournitures et travaux annexes nécessaires à la réalisation de l'objet des travaux. Le nettoyage de la zone de travaux est à la charge de l'entrepreneur.

Le nombre d'arbre, ainsi que leur emplacement sera précisé dans l'ODS.

Article 3.03.2 Travaux de démolition de petite construction et de revêtement de sol

L'entrepreneur devra la démolition, ainsi que l'évacuation des matériaux dans un centre de recyclage ISDI ou traitement approprié.

Les travaux concernent :

- démolition de petit mur, muret ..., y compris évacuation des déblais;
- démolition de dallage sur une épaisseur de 0,15 m à 0,25, y compris évacuation des déblais;
- démolition de revêtement hydrocarboné, sur une épaisseur de 0,10 m, y compris évacuation des déblais;
- démolition de revêtement de sol (matériau inerte), y compris évacuation des déblais.

L'objet des travaux, muret, aménagement de sol, ... sera stipulé sur l'ODS, qui précisera également le nombre, surface, volume et emplacement des travaux.

L'entrepreneur devra tous les moyens humains et matériels, et toutes les fournitures et travaux annexes nécessaires à la réalisation de l'objet des travaux.

Article 3.03.3 Travaux de dépose d'éléments, mobilier, d'aménagement hors sol

Le titulaire devra la dépose d'éléments d'aménagement (barrière, poteaux, ...), ainsi que soit l'évacuation des matériaux dans un centre de recyclage ou traitement approprié, soit la mise à disposition pour réutilisation ultérieure.

L'objet des travaux, sera stipulé sur l'ODS, qui précisera également le nombre, surface, volume et emplacement des travaux.

L'entrepreneur devra tous les moyens humains et matériels, et toutes les fournitures et travaux annexes nécessaires à la réalisation de l'objet des travaux.

Article 3.03.4 Remblaiement de zone de fouille sans compactage

Le remblaiement de fouilles archéologiques consiste à remettre en place les matériaux extraits lors du creusement. Les surfaces de fouilles à remblayer sont variables, allant de quelques centaines de mètres carrés à plusieurs milliers en un seul tenant. Les déblais nécessaires aux travaux de remblaiement sont stockés soit aux abords des zones terrassées, soit à une distance de 300 m maximum. Le remblaiement sera effectué dans l'ordre initial des terres en place (tri des matériaux effectué lors du creusement), avec un nivellement de la partie supérieure du remblaiement, afin de lui donner une planimétrie proche du terrain d'origine. Aucun matériau autre que les matériaux extraits lors du creusement ne devra servir aux travaux de remblaiement, sauf stipulation particulière.

L'Inrap se réserve le droit de stopper le remblaiement si les conditions de chantier, notamment climatiques, ne permettent pas d'atteindre une qualité optimale des travaux.

Les travaux de remblaiement pourront être exécutés soit sur des temps d'engins non utilisés lors des mises à disposition, soit avec des ateliers de terrassement spécifiques en cours ou en fin de chantier. Le démarrage des travaux de remblaiement est subordonné à un ODS.

Article 3.03.5 Remblaiement compacté de zones de fouille

Le remblaiement sera réalisé à l'aide des sédiments issus des terrassements, stockés sur place lors de la phase de décapage et remobilisés à l'avancement de la fouille. Les matériaux sont stockés dans l'enceinte du chantier à proximité des zones de remblaiement.

Le remblaiement se fera par couche et sera compactée au fur et à mesure de l'avancement. La portance finale du remblaiement sera de 35 MPa,

Il appartient à l'entrepreneur de déterminer par des essais préalables l'épaisseur des couches et les moyens de compactage (équipement et nombre de passes) à mettre en œuvre pour obtenir le résultat recherché en fonction des matériaux extraits pour la partie supérieure du remblai.

L'entrepreneur propose à l'Inrap les paramètres de mise en œuvre qu'il a retenu. L'Inrap se réserve le droit de refuser la proposition de l'entreprise si celle-ci lui paraît manifestement inadaptée et non conforme aux règles de l'art.

Article 3.03.6 Remblaiement compacté en zone de fouille immergée

Le remblaiement compacté avec matériaux d'apport, de la zone de fouille archéologique, en partie immergé, sur une surface estimée de 1550 m² minimum, consiste à :

- remblaiement en graviers crus type 120/150 de roche massive pour la partie des zones immergées;
- mise en place d'un complexe de renforcement constitué d'un géotextile renforcé et d'une géogrille ;
- mise en œuvre de grave non traitée type 0/80 de roche massive sur 70 cm d'épaisseur en zone non immergée ;
- mise en œuvre de grave non traitée type 0/31,5 de roche massive sur 10 cm d'épaisseur en zone non immergée.

Le niveau de portance final à atteindre est de 35 MPa minimum sur toute la surface du remblaiement compacté.

Il appartient à l'entrepreneur de déterminer par des essais préalables l'épaisseur des couches et les moyens de compactage (équipement et nombre de passes) à mettre en œuvre pour obtenir le résultat recherché en fonction des matériaux extraits pour la partie supérieure du remblai.

L'entrepreneur propose à l'Inrap les paramètres de mise en œuvre qu'il a retenu. L'Inrap se réserve le droit de refuser la proposition de l'entreprise si celle-ci lui paraît manifestement inadaptée et non conforme aux règles de l'art.

Article 3.03.7 Contrôles et essais de portance des remblaiements compactés

Tous les contrôles et essais nécessaires à la réalisation des travaux de remblaiement compactés sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur fournira à l'Inrap les résultats de laboratoire justifiant les caractéristiques des matériaux employés, les études de compactage et contrôle final de compactage.

Dans le cas de mauvais fonctionnement persistant de l'entreprise, concernant les études, essais et contrôles, l'Inrap pourra exiger que tous soient réalisés par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse, de ce fait, élever des réclamations en raison des retards ou des interruptions de chantier consécutifs à cette sujétion.

Article 3.03.8 Transport de matériaux issus des terrassements et mise en dépôt en ISDI

Le transport de matériaux, issus des terrassements, en ISDI comprend :

- la fourniture de camions nécessaires au transport;
- le transport entre le chantier et le centre ISDI;
- le déchargement et les frais de mise en dépôt ISDI.

Le chargement n'est pas compris dans la prestation.

L'entrepreneur aura à charge toutes les éventuelles demandes d'autorisations nécessaires pour la circulation des camions et autres engins de transport. Le choix du dépôt ISDI est également à la charge de l'entrepreneur.

Article 3.03.9 Clôture mobile de chantier par panneau en treillis

Les clôtures mobiles de chantier seront réalisées en panneaux métalliques galvanisés ou peints de longueur de 3 m x 2 m minimum en treillis soudés, avec des fils de 4 mm minimum de diamètre. Le treillis devra avoir des mailles de 105 x 230 mm maximum. Les panneaux devront être fixés sur plots béton, reliés entre eux par des colliers anti-vandalisme. La clôture devra avoir au minimum une jambe de force tous les deux panneaux, deux jambes de forces à chaque angle de clôture et deux jambes de force (un de chaque côté) sur les portails d'accès. Les portails auront les mêmes caractéristiques que les panneaux de clôture et seront en deux vantaux pour une largeur totale de 5 m.

L'entrepreneur devra la pose et si besoin la dépose ainsi que l'évacuation des matériaux de la clôture. Il devra également l'entretien de jour comme de nuit, durant toute la durée d'utilisation par l'Inrap. Le système de fermeture des portails sera un système à clés de type cadenas, verrou,..., au choix de l'entrepreneur. L'entrepreneur fournira quatre jeux de clés par portail.

La réalisation de ces travaux est subordonnée, pour chaque réalisation de clôture, à un ODS qui précisera la surface à clôturer, son emplacement ainsi que le nombre et l'emplacement des portails.

L'estimation est de 475 ml de clôture, pour une durée de 200 jours calendaires.

Article 3.04 Nature, qualité et provenance des matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du présent marché et par ordre de préférence, aux prescriptions des normes suivantes :

- normes françaises homologuées transposant les normes européennes ;
- agréments techniques ou autres référentiels techniques élaborés par les organismes de normalisation.

L'entrepreneur privilégiera l'emploi de matériaux recyclés tels que les graves GR ou géotextiles fabriqués par exemple à base de matériaux recyclés.

L'emploi de matériaux de récupération est autorisé dans le cas où ces derniers répondent aux caractéristiques techniques demandées et sont en conformité avec les stipulations décrites ci-dessus.

Toutes les graves, y compris le "tout-venant", ne devront contenir d'autres matériaux tels que bois, fer, etc.

L'entrepreneur ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le présent marché que si l'Inrap l'y autorise par écrit. Les prix correspondants intégrés au marché par un ordre de service de prix nouveaux ne seront

modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

Article 3.05 Autres travaux

Article 3.05.1 Travaux de nettoyage de voiries et sols aménagés

L'entrepreneur devra réaliser le nettoyage des voiries et des sols aménagés par l'usage d'une balayeuse automotrice. Les travaux de nettoyage comprennent le balayage, l'arrosage et l'aspiration des voiries et des sols aménagés en vue de la restitution en l'état de propreté initial des sols altérés par la circulation d'engins.

Article 3.05.2 Transport balayeuse automotrice

L'entrepreneur fournira les moyens de transport nécessaires aux transports (amené et repli) d'une balayeuse automotrice sur le chantier, ainsi que tous les moyens en personnels et matériels nécessaires à la réalisation de la prestation.

4 Prescriptions générales communes aux mises à dispositions d'engins et travaux

Article 4.01 Ordre de service

Les ODS sont envoyés au fur et à mesure des besoins pour les mises à disposition d'engins, matériel et travaux, dans les délais détaillés ci-dessous.

L'entrepreneur devra impérativement retourner l'ODS signé à la fin des délais impartis pour émettre ses réserves. **En l'absence de retour signé dans les délais impartis, l'ODS est considéré comme accepté par l'entrepreneur.**

Article 4.02 Choix des moyens

L'Inrap est le seul décideur du choix des moyens (engins ou travaux) et de leur unité de commande, notamment pour le remblaiement. L'entrepreneur doit se conformer au moyens et unités stipulés dans les ODS, qui seuls serviront à l'établissement de la facturation.

Article 4.02.1 Délais pour mise à disposition d'engins

L'entrepreneur, sauf prescription contraire dans l'ODS, disposera d'un délai de 10 jours calendaires à partir de la date de réception de l'ODS, pour effectuer la mise en place des engins dans le cadre du démarrage du chantier de l'Inrap.

En cas de contestation, l'entrepreneur disposera d'un délai de 5 jours calendaires pour émettre ses réserves à partir de la date de réception de l'ODS.

L'entrepreneur disposera d'un délai de 3 jours ouvrés, courant à partir de la date de l'envoi de l'ODS, pour effectuer des mises à dispositions complémentaires en cours d'exécution.

En cas de contestation, l'entrepreneur disposera d'un délai d'1 jour ouvré pour émettre ses réserves, à partir de la date de réception de l'ODS.

Article 4.02.2 Délai pour réalisation de travaux

Les ODS pour exécution de travaux comporteront une date de début de chantier et une date de fin de chantier. L'entrepreneur disposera d'un délai de préparation de chantier stipulé dans l'ODS à partir de la date de réception. Ce délai sera variable en fonction de l'importance des travaux, mais sa durée minimum sera de 7 jours calendaires.

En cas de contestation, l'entrepreneur disposera d'un délai de 4 jours pour émettre ses réserves, à partir de la date de réception de l'ODS.

Article 4.02.3 Traitement des réserves émises par l'entrepreneur

Toutes réserves émises qui concerneraient une défaillance de l'entrepreneur à servir le présent marché conformément à son offre et son engagement vis-à-vis de l'Inrap, ne seront pas acceptées et pourront donner lieu à des pénalités.

Les réserves émises par l'entrepreneur consécutives à des événements imprévisibles ou non connus lors de l'émission des ODS par l'Inrap et ne permettant pas d'y répondre seront traitées au cas par cas.

Les ODS pourront, suivant la nature des réserves, être suspendus, annulés ou modifiés.

Dès lors que la justification de ses réserves est établie, aucune procédure de pénalité ne sera enclenchée.

Liste non exhaustive d'exemple de réserve pour événements imprévus :

- intempérie ;
- barrière de dégel ;
- voie publique avec limitation de tonnage ;
- accès au chantier inadapté, etc.

L'Inrap demeure seul décideur de l'acceptation ou du refus des réserves de l'entrepreneur sur les ODS.

Article 4.03 Protocole de sécurité pour les opérations de chargement et déchargement d'engins ou matériel

Conformément aux articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du Code du travail, toutes les livraisons d'engins et matériels feront l'objet d'un protocole de sécurité pour les opérations de chargement et déchargement effectuées par une entreprise extérieure, situations « à risques » en termes d'accidents du travail. La législation a renforcé les obligations patronales de ce point de vue pour assurer la sécurité des travailleurs. Des dispositions spécifiques fixent ainsi les règles de coordination et de prévention devant être observées (Code du travail, art. R. 4515-1 à R. 4515-11). En particulier, les opérations de chargement ou de déchargement réalisées par des entreprises extérieures doivent faire l'objet d'un document écrit, appelé « protocole de sécurité » (lequel remplace le plan de prévention).

Le Protocole de Sécurité est un document qui a pour but de recenser et d'évaluer les risques inhérents à la co-activité entre structure d'accueil et transporteur (Inrap et entreprise extérieure) lors d'opérations de chargement et/ou déchargement. Le protocole de sécurité chargement / déchargement définit le rôle de chacun des intervenants ainsi que les moyens mis en œuvre.

Le protocole de sécurité sera envoyé avec l'ODS. L'entrepreneur devra compléter sa partie et le renvoyer impérativement, avant les opérations de chargement ou déchargement, en même temps que l'ODS.

Article 4.04 Locaux d'accueil pour le personnel

Article 4.04.1 En cas de mise à disposition d'engins

Lors d'une mise à disposition d'engin par l'entrepreneur, l'Inrap fournira pour l'ensemble des personnels (chauffeurs et autres personnels) les locaux d'accueil (vestiaire, réfectoire, sanitaires, douche si nécessaire) pendant toute la durée d'utilisation des engins, dans le respect des normes COVID.

Article 4.04.2 En cas de travaux

Si les travaux se déroulent pendant la présence de l'Inrap sur le chantier, et donc en présence de locaux d'accueil de l'Inrap, ces derniers seront mis gratuitement à disposition des chauffeurs et autres personnels de l'entrepreneur.

Article 4.05 Contraintes particulières des chantiers

Article 4.05.1 Mises à disposition d'engins et travaux imprévus

Sur l'ordre et les instructions de l'Inrap ou de son représentant, l'entrepreneur est tenu d'assurer l'exécution de toute mise à disposition d'engins et de travaux non prévue au présent CCTP qui pourrait survenir. Ces mises à disposition et travaux seront traités à l'identique de celles du présent CCTP, avec ordre de service de prix nouveau.

La liste non exhaustive ci-dessous présente un éventail des mises à disposition et travaux supplémentaires susceptibles d'être demandés au entrepreneur :

- mise à disposition de pelle de type araignée, de balayeuse automotrice ou tractée, pelle bi-énergie, mini-chargeuse, godet benne-preneuse, brise roche, ;
- fourniture et pose de géotextile, de sable, de grave GNT et GR, de système de blindage de tranchées, de garde-corps, de GBA plastique (y compris eau de remplissage), plateforme étanche avec bacs de rétention, etc.

Article 4.05.2 Découverte de matériels de guerre

Dans le cadre des articles travaux, en cas de découverte de matériel de guerre, en particulier d'engins susceptibles d'exploser, le travail doit être immédiatement interrompu jusqu'à ce que les autorités compétentes aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin. L'Inrap se chargera de contacter les services compétents. Dans le cadre des prestations de travaux, l'entrepreneur mettra en place immédiatement une clôture de protection ou tout autre dispositif pour isoler et sécuriser le périmètre concerné. Le délai d'exécution des travaux sera alors prolongé si nécessaire en fonction de la durée d'immobilisation.

Article 4.05.3 Site pollué

Préalablement à une intervention sur un site pollué, l'entrepreneur, dans le cadre des articles travaux, doit s'assurer que ses personnels disposent de certificats d'aptitude médicale qui ne mentionnent pas de contre-indication médicale à l'exposition aux agents chimiques dangereux conformément à l'article R4412-44 du Code du Travail.

Article 4.06 Planning et délais

Article 4.06.1 Planning prévisionnel

Un planning prévisionnel des mises à disposition et travaux sera communiqué au entrepreneur tous les deux mois au minimum. Le planning communiqué le sera à titre d'information et l'Inrap se réserve le droit de le modifier en informant l'entrepreneur. En cas de modification du planning, l'entrepreneur ne pourra prétendre à une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit. L'Inrap s'engage à informer l'entrepreneur le plus rapidement possible de toute modification du planning.

Article 4.07 Fermeture de l'établissement

L'établissement est fermé du 23 décembre au 31 décembre.

Article 4.08 Arrêts de chantier dans le cadre de mise à disposition d'engins

Article 4.08.1 Arrêt de chantier pour intempéries

Lorsque les conditions climatiques ne permettent plus la circulation des engins et/ou sont susceptibles d'entraîner lors des travaux de terrassement une destruction de la couche archéologique située sous la partie supérieure des terrassements, l'Inrap pourra procéder à un ou plusieurs arrêts temporaires de chantier.

Les arrêts de chantier pour raisons d'intempéries, ne pourront donner lieu à paiement ou à une quelconque indemnisation des mises à disposition des matériels, ainsi que de tous les frais inhérents à leurs mises en place et fonctionnement.

Dans le cas d'arrêts de chantier se produisant pendant une journée en cours de mise à disposition de matériel et courant sur plusieurs jours consécutifs, le premier jour donnera lieu au paiement intégral suivant le prix stipulé au BPU. Les jours suivants ne donneront lieu à aucun paiement ni indemnisation.

L'entrepreneur pourra disposer du matériel immobilisé pour intempérie lorsque la durée des arrêts est supérieure à une journée (8h). Les frais d'amené et de repli des matériels sont à la charge de l'entreprise.

Le délai pour la remise en place des matériels après arrêt pour intempérie est de 2 jours ouvrés.

Article 4.08.2 Arrêt de chantier dans le cadre d'alerte à la pollution

Dans le cadre d'alerte à la pollution atmosphérique émisent par les autorités publiques compétentes (arrêté ministériel, arrêté préfectoral etc..), et suivant leurs recommandations, les chantiers peuvent être arrêtés afin de protéger la santé des travailleurs. Ces arrêts ne donneront lieu à aucun paiement ni indemnisation.

L'entrepreneur pourra disposer du matériel immobilisé lorsque la durée des arrêts est supérieure à une journée (8h). Les frais d'amené et de repli des matériels sont à la charge de l'entreprise.

Le délai pour la remise en place des matériels après arrêt est de 2 jours ouvrés.

Par contre, si l'inutilisation des engins lors de journées chômées par les personnels de l'Inrap liées à des épisodes de pollutions atmosphériques consécutifs à des phénomènes météorologiques est décidée à la seule initiative de l'Inrap, les journées sont à la charge de l'Inrap à concurrence de 60% du prix à la journée de location.

Article 4.08.3 Arrêt de chantier dans le cadre d'alerte vigilance Météo France

Dans le cadre d'alerte vigilance Météo France (canicule, pluie intense, vent, risque incendie ...), suivant les recommandations des autorités compétentes, les chantiers peuvent être arrêtés afin de protéger la santé des travailleurs, des biens et des personnes. Ces arrêts ne donneront lieu à aucun paiement ni indemnisation.

L'entrepreneur pourra disposer du matériel immobilisé lorsque la durée des arrêts est supérieure à une journée (8h). Les frais d'amené et de repli des matériels sont à la charge de l'entreprise.

Le délai pour la remise en place des matériels après arrêt est de 2 jours ouvrés.

Article 4.08.4 Autre arrêt à la demande de l'Inrap

L'Inrap pourra procéder en cours de journée à des arrêts de travail des engins, pour diverses raisons telles que travail de photographie et relevé sur les sondages.

Pour les arrêts supérieurs à une heure, l'engin arrêté pourra être affecté sur les travaux de remblaiement si besoin, soit de la part de l'Inrap, soit par préconisation de l'entrepreneur. Dans la mesure du possible, il pourra être fait application du même principe pour les arrêts inférieurs à une heure.

Pour des arrêts à partir d'une heure consécutive sans utilisation de substitution, les heures seront décomptées et ne donneront pas lieu à paiement dans la limite de deux heures par jour.

Article 4.08.5 Arrêts de chantier dans le cadre de travaux

Les intempéries pour les travaux (remblaiement au mètre cube, construction de piste, ...) s'entendent au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. Pour que les intempéries soient prises en compte, le phénomène devra être constaté à l'aide des relevés des stations météorologiques les plus proches du lieu d'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra signifier à l'Inrap chaque arrêt de chantier pour intempéries et leurs durées prévisibles et réelles. L'Inrap prolongera les délais d'exécution des travaux d'un nombre de jours égal à celui résultant de la somme des jours ouvrables chômés pour intempéries justifiées par les déclarations établies par l'entrepreneur et visées par l'Inrap. Cette prolongation sera notifiée au entrepreneur par un ordre de service qui en précisera la durée de prolongation.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, l'entrepreneur fera une demande de prolongation de délai auprès de l'Inrap qui jugera de la recevabilité de la demande.

Dans les deux cas, les arrêts de chantier ne pourront donner lieu à paiement ou à une quelconque indemnisation.

Article 4.09 Réunions et informations de chantier

L'entrepreneur ou son représentant est tenu d'être présent aux réunions organisées par l'Inrap. En cas de besoin, le personnel présent sur le chantier pourra être également convoqué à des réunions d'information. Des pénalités pour absence ou retard pourront être appliquées conformément aux dispositions du CCAP.

5 Réception des engins et travaux, traitement des anomalies et non conformités

Tous les matériels livrés, ainsi que les travaux feront l'objet d'une réception de la part de l'Inrap pour vérifier leur conformité par rapport à la définition du CCTP et du BPU.

Lorsque qu'un matériel sera identifié comme non-conforme (puissance, tonnage, capacité de benne,...) par rapport à la définition du présent CCTP et du BPU, l'Inrap refusera la réception de ce matériel. L'entrepreneur devra immédiatement pourvoir à la livraison de nouveau matériel conforme.

Dans ce cas, l'Inrap se réserve le droit d'appliquer des pénalités couvrant l'immobilisation de son personnel du fait de la défaillance de l'entrepreneur. Ces pénalités sont mentionnés dans l'article 9.1.1 du CCAP.

L'Inrap pourra aussi exiger de l'entrepreneur de s'acquitter des pénalités qui seraient appliquées à l'Inrap par le maître d'ouvrage de l'opération archéologique pour le retard d'exécution de sa mission.

Article 5.01 Procès Verbaux de réception d'engin avant la mise en service de l'engin

Les procès-verbaux de réception d'engin sont impérativement effectués avant la mise en service de l'engin et par écrit.

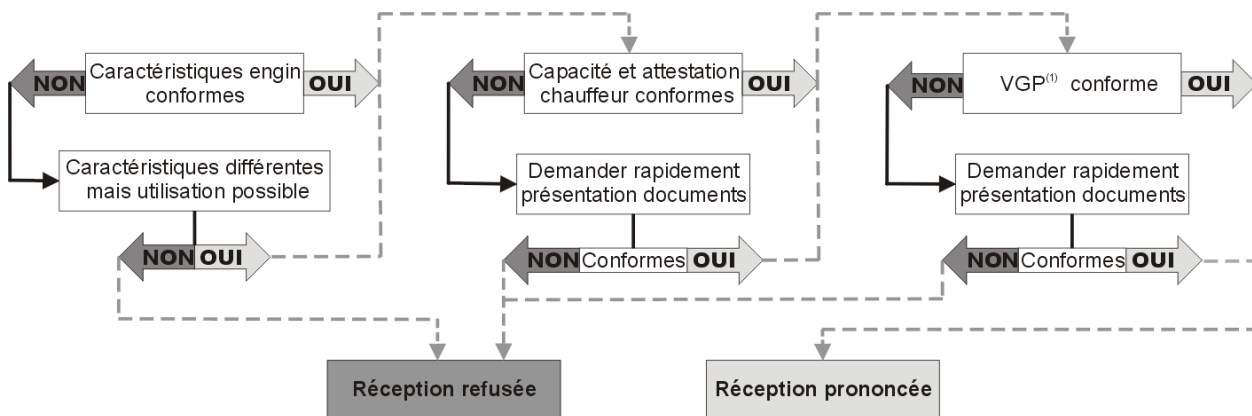
Dans le cas où seraient formalisés sur le PV des réserves, retards, et autres dysfonctionnements ou que la réception est non-conforme, l'administration de la direction interrégionale devra en être informée immédiatement par le responsable de recherche archéologique par courriel ou téléphone afin qu'elle puisse prendre les dispositions qui s'imposent. Il n'en demeure pas moins que les réserves doivent être formalisées dans le PV de réception.

Il peut être établi plusieurs PV, au fur et à mesure de l'apparition des non-conformités, au cours du déroulement du chantier.

Pour toutes réserves émises, il sera procédé à leur levée (si les réserves ont été corrigées) par écrit.

Article 5.01.1 Traitement des non-conformités dans le cadre des Procès Verbaux de réception d'engins avant la mise en service

Schéma synoptique de la réception d'engins



Constats	Actions					Entrepreneur
	Représentant Inrap		Direction Inrap			
	Réception	Avec réserves	Mise en demeure	Pénalités ⁽¹⁾	Décote prix ⁽²⁾	
Caractéristiques non-conformes, utilisation possible	OUI	OUI	NON	NON	OUI	Décote si l'engin est de capacité inférieure à celle commandée. Aucune révision du prix de la part de entrepreneur ne sera acceptée, dans le cas d'un engin de puissance et tonnage supérieur par rapport aux stipulations de l'ODS.
Caractéristiques non-conformes, utilisation impossible	NON	/	OUI	OUI immédiates	/	Engin refusé, et livraison nouvel engin.
Absence de Fiche De Sécurité	OUI	OUI	OUI	OUI, après délai	/	Délai pour présentation document 1 jour max. Passé le délai l'engin pourra être immobilisé dans l'attente de remise des documents.
Absence documents chauffeurs	OUI	OUI	OUI	OUI, après délai	NON	Présentation des documents dans la journée au maximum. Passé ce délai changement de chauffeur et présentation des documents du nouveau chauffeur.
Absence AIPR (Attestation Intervention à Proximité des Réseaux)	OUI	OUI	OUI	OUI, après délai	NON	Présentation des documents dans la journée au maximum. Passé ce délai changement de chauffeur.
Présence vignette VGP, absence rapport	OUI	OUI	OUI	OUI après délai	/	Délai pour présentation documents 1 jour max. Passé le délai engin refusé, et livraison nouvel engin.

Constats	Actions					Entrepreneur
	Représentant Inrap		Direction Inrap			
	Réception	Avec réserves	Mise en demeure	Pénalités ⁽¹⁾	Décote prix ⁽²⁾	
Absence vignette et rapport VGP	NON	/	OUI	OUI immédiates	/	Utilisation interdite, et livraison nouvel engin.
Absence vignette et rapport VGP, ainsi que documents chauffeur	NON	/	OUI	OUI immédiates	/	Utilisation interdite, et livraison nouvel engin.
Retard de livraison justifié	OUI	OUI	NON	NON	/	Présentation justificatif tel que : accident, maladie, interdiction de circulation de PL, barrière de dégel, ...
Retard de livraison non iustifié	OUI	OUI	OUI	OUI immédiates	/	Pénalité de retard

(1) Voir CCAP marché de terrassement Inrap

(2) L'Inrap demande par écrit à l'entreprise une décote du prix si l'engin est de puissance et tonnage inférieur

Article 5.01.2 Traitement des non-conformités dans le cadre des Procès Verbaux de réception d'engins après la mise en service

Constats	Actions				
	Représentant Inrap		Direction Inrap		Entrepreneur
	PV de réception		Mise en demeure	Pénalités ⁽¹⁾	
Défaillance de l'engin, pannes multiples, ...tout problème de matériel récurrent	OUI	OUI	OUI	OUI, après délai	Livraison d'un nouvel engin dans un délai de 1 jour ouvré max.
Incapacité du chauffeur à exécuter les consignes et travaux demandés	OUI	OUI	OUI	OUI après délai	Changement de chauffeur dans un délai de 1 jour ouvré max.
Livraison de carburant pendant les heures de travail et pénalisant l'opération archéologique	OUI	OUI	OUI	OUI, si le dysfonctionnement se reproduit	/
Retard dans les transferts d'engin, non justifié	OUI	OUI	OUI	OUI	

(1) Voir CCAP marché de terrassement Inrap

Article 5.02 Cas particuliers des pannes pour les engins mis à disposition

Pour toute panne d'engin mis à disposition, rendant ce dernier inutilisable et entraînant son immobilisation, l'entrepreneur informera immédiatement l'Inrap dans un délai maximum de 48 heures par tout moyen à sa convenance du délai de réparation. En cas de panne d'une durée supérieure à 48 heures, l'entrepreneur aura obligation de mettre à disposition un engin identique, à ses frais, transport compris.

Les heures d'immobilisation seront décomptées pendant la durée de la panne et de sa réparation, et ne donneront pas lieu à paiement.

Dans le cas où une immobilisation d'engin, due à une panne, entraîne l'arrêt d'autres engins, par exemple les engins de transport affectés à une pelle hydraulique, les heures de ces engins seront également décomptées et ne donneront pas lieu à paiement.

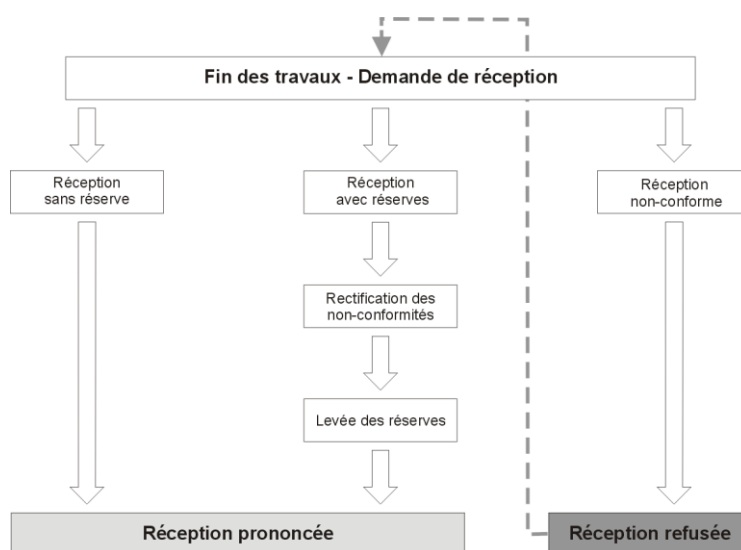
Article 5.03 Procès Verbaux de réception de travaux

Tout comme les engins de chantier, les travaux exécutés pour le compte de l'Inrap doivent être réceptionnés.

L'INRAP en tant que commanditaire d'ouvrages (pistes, plateformes...) ou de travaux (débroussaillage, remblaiement...) est le maître d'ouvrage des entreprises qui travaillent pour lui. La réception lui permet de constater la qualité apparente des travaux et ouvrages qu'il a commandés. S'ils ne sont pas conformes aux stipulations de toutes les pièces du marché et de l'offre de l'entrepreneur, ou s'ils ne sont pas exécutés dans les règles de l'art, l'Inrap est en capacité d'exiger des entreprises des réfections des imperfections et malfaçons.

Les demandes de réception seront faites soit par l'entrepreneur, soit par l'Inrap dès la fin de tous les travaux et ouvrages stipulés dans l'ODS. L'Inrap ou l'entrepreneur pourra initier une procédure de réception partielle d'une ou plusieurs parties des ouvrages ou travaux réalisés en cours d'exécution de l'ODS.

La réception totale et définitive ne pourra être prononcée que si l'ensemble des travaux concernés, y compris le nettoyage et la remise en états des lieux, sont effectifs.



Article 5.03.1 **Traitement des non-conformités dans le cadre des Procès verbaux de réception de travaux**

Constats	Actions					Entrepreneur
	Représentant Inrap		Direction Inrap			
	Réception	Avec réserves	Mise en demeure	Pénalités ⁽¹⁾	Décote prix ⁽²⁾	
Travaux conformes en quantité et qualité	OUI	/	/	/	/	Réception globale et définitive
Travaux conformes en quantité et qualité pour une partie des travaux ou ouvrages	OUI Partielle	OUI	/	/	/	Autant de PV que de réception partielle, puis un PV de réception définitive.
Travaux non-conformes en quantité et qualité	NON	/	OUI	OUI	/	Réception refusée Nouveau délai d'exécution
Travaux non-conformes en quantité	OUI	OUI	OUI	OUI	/	Réception uniquement de la partie réalisée. Nouveau délai d'exécution

Travaux non-conformes en qualité	NON	/	OUI	OUI	/	Nouveau délai d'exécution Justifier le rejet
Travaux non-conformes en qualité, ne portant pas atteinte à la sécurité et utilisation des ouvrages	OUI	OUI	/	/	OUI	Réception prononcée si les travaux sont néanmoins satisfaisants à minima par rapport à l'ODS. La garantie de l'entrepreneur portera alors sur la nature des travaux réalisés et non sur celle stipulés dans l'ODS.
Quantité définitive de travaux < à celle précisée au CCTP, cahier des charges, ODS, ...	OUI	OUI	/	/	OUI	La quantité réceptionnée fixe le montant à payer

(1) Voir CCAP marché de terrassement INRAP

(2) L'INRAP demande par écrit à l'entreprise une décote du prix

6 Disposition en matière de développement durable

Article 6.01 Responsabilité sociétale

L'entrepreneur devra au maximum mettre en œuvre des moyens propices à la limitation des distances parcourues et donc à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et autres gaz polluants et conjointement à la limitation des risques en matière de santé et de sécurité (plus particulièrement du risque routier) des personnels.

L'entrepreneur disposera d'une assurance en extension de garantie en ce qui concerne la loi n°2016-1087 sur la reconquête de la biodiversité du 8 août 2016.

Article 6.02 Bio carburant

En cas d'intervention dans des zones spécifiques ayant de fortes contraintes de protection environnementale, l'entrepreneur devra être en mesure de fournir des engins avec des huiles et carburant "bio". La demande sera faite par l'Inrap au entrepreneur, au minimum un mois avant le démarrage du chantier. Cette demande sera traitée suivant la procédure de prix nouveau.

Article 6.03 Insertion sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'Inrap fait application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du Code de la commande publique en incluant dans le présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Cette clause est applicable à la totalité du marché. Pour l'exécution du marché, l'entreprise entrepreneur devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Article 6.04 Protection des salariés

L'entrepreneur est libre, de proposer dans son offre de mise à disposition d'engin, une dotation de son personnel en "système homme mort", pour garantir la sécurité de ces derniers.

Article 6.05 Dispositions vis-à-vis des émissions de poussières

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires lors de l'exécution des travaux pour limiter les émissions de poussières. Il mettra en œuvre toutes les dispositions qu'il jugera utile, notamment pour la protection des riverains.

Article 6.06 Dispositions vis-à-vis de l'utilisation de produits pétroliers

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions conformément à la réglementation en vigueur concernant le stockage et l'utilisation des hydrocarbures et autres produits pétroliers pour le ravitaillement et l'entretien des engins. L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour prévenir les éventuelles pollutions accidentelles sur les chantiers. En cas de perte de liquide (huile, gazole, liquide de refroidissement, ...) entraînant une pollution des terrains, l'entrepreneur prendra immédiatement les mesures nécessaires à la protection des cours d'eau et des nappes phréatiques. Il informera sans délai la Direction Interrégionale de l'Inrap de toute pollution.

Article 6.07 Dispositions vis-à-vis des rejets de l'eau de l'emprise

L'entrepreneur prendra toutes les mesures pour ses éventuels rejets d'eau de l'emprise de ses travaux, conformément à la loi sur l'eau et à la réglementation en vigueur. Avant tout rejet d'eau en dehors des emprises de chantier, l'entrepreneur se chargera de recueillir les autorisations nécessaires et informera l'Inrap de la nature des rejets.

Article 6.08 Terre végétale.

La terre végétale ne devra en aucun cas être mélangée avec d'autres matériaux afin de la préserver. Sauf stipulation particulière de l'Inrap, la hauteur des stockages sera au maximum de 4 m de hauteur. Si nécessaire, la mise en forme et la fermeture des stockages seront effectuées de manière à ce que la terre végétale subisse le moins de compactage possible.

Article 6.09 Clôtures

De manière générale, et sauf stipulation particulière de l'Inrap, les éléments métalliques des clôtures seront galvanisés ou peints d'une couleur s'intégrant au mieux dans l'environnement du chantier. Elles devront avoir un aspect visuel le plus esthétique possible.

7 Mode d'exécution des travaux (définis au chapitre 2)

Article 7.01 Implantation des ouvrages et piquetage

Les implantations et bornages devront, sauf stipulations particulières de l'Inrap, être conservés en permanence. Tous les piquets de bornage, d'implantation, ..., enlevés accidentellement par l'entrepreneur, devront être réimplantés.

Article 7.01.1 Remblaiement de fouilles archéologiques sans ou avec compactage

Il sera effectué une visite de vérification commune entre l'Inrap et l'entrepreneur afin de procéder à la reconnaissance et l'implantation des zones de remblaiement, si nécessaire. Au besoin l'Inrap pourra fournir un plan d'implantation des zones à remblayer.

Article 7.01.2 Implantation et piquetage des clôtures

L'implantation et le piquetage des clôtures sont à la charge de l'entrepreneur, et seront réalisés suivant les plans et coordonnées x,y,z, fournis par l'Inrap si nécessaire. L'Inrap se réserve le droit

de procéder à une réception du piquetage avant la réalisation des travaux de clôture, cette demande sera stipulée dans l'ODS.

Article 7.02 Ouvrages et travaux – remise en état des lieux

Après achèvement des ouvrages et travaux, l'entrepreneur sera tenu de procéder à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements utilisés mis à sa disposition et qui auront, du fait des travaux subi des dégradations.

L'entrepreneur sera également responsable du nettoyage et de l'éventuelle remise en état des voies de circulation publique.

Article 7.03 Ouvrages et travaux présentant des difficultés particulières

En cours d'exécution de travaux, si l'entrepreneur estime qu'un travail présente des difficultés spéciales non prévues au présent CCTP, il peut présenter ses observations écrites à l'Inrap ou son représentant sous 5 jours calendaires à partir de la date de réception de l'ODS et demander la constatation contradictoire des quantités et natures d'ouvrages ou travaux sur lesquelles porteraient ces difficultés, sans toutefois que ces constatations puissent préjuger de la suite qui sera donnée aux observations de l'entrepreneur.

Faute d'observation l'entrepreneur sera tenu d'exécuter les prestations concernées sans surcoût.

Article 7.04 Traitement des stockages de déblais

De manière générale, tous les stockages sur chantier des matériaux issus des travaux décrits au présent CCTP seront mis en forme et une fermeture sera effectuée pour diminuer la pénétration de l'eau.

8 Contrôles

Article 8.01 Contrôles

Article 8.01.1 Bon d'attachement

Dans le cadre des mises à disposition d'engins prévues au chapitre 2 *Prescriptions générales des mises à dispositions d'engins et descriptions*, **l'entrepreneur présentera chaque jour pour signature au chef de chantier Inrap ou son représentant** le ou les bons d'attachement des engins mis en place. Les bons d'attachements sont des rapports journaliers. Ils constatent et détaillent l'utilisation des engins par l'Inrap. Qu'ils soient effectués sur papier ou dématérialisés, ils sont impérativement signés sur le chantier par les deux parties.

Ces bons d'attachement préciseront impérativement :

- le numéro de l'ODS ;
- le code du chantier ;
- l'adresse du chantier.

Il sera également précisé sur ces bons d'attachements, engin par engin, et quotidiennement le détail de leur utilisation, à savoir :

- les temps de travail;
- les temps d'arrêts de chantier ;
- les temps de panne, réparation, ...

Un exemplaire sera remis immédiatement au représentant Inrap du chantier après signature des deux parties. L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que ces bons d'attachement seront à produire avec ses demandes de paiements.

L'entrepreneur est libre de proposer la dématérialisation des bons d'attachement. Dans ce cas, les bons dématérialisés devront impérativement pouvoir contenir les mêmes informations que ci-dessus.

Article 8.01.2 **Métré contradictoire**

En dehors de toute précision spécifique, les quantités indiquées dans les ODS sont des unités, longueurs, surfaces et volumes à mettre en œuvre et ne tiennent pas compte des coupes, pertes, déchets, coefficients de foisonnement et sujétions de pertes inhérentes à la mise en œuvre des différents matériaux. Les prix unitaires présentés par l'entrepreneur sont donc réputés tenir compte de ce mode de métré.

En cas de désaccord entre l'entrepreneur et l'Inrap concernant les quantités de travaux réalisées, ou à la demande de l'une ou l'autre des parties, il pourra être procédé à un métré contradictoire des quantités réelles de travaux effectués ou réalisés. Ce sera au demandeur de supporter tous les frais inhérents au métré contradictoire. Dans le cas où le résultat donnerait raison au demandeur ce sera à la partie adverse d'en supporter les frais et conséquences.